

ⵜⴰⵎⴻⵔⴰⵏⵜ ⵏ ⵓⵎⴻⵔⴰⵏⵜ  
ⵜⴰⵎⴻⵔⴰⵏⵜ ⵏ ⵓⵎⴻⵔⴰⵏⵜ ⵏ ⵓⵎⴻⵔⴰⵏⵜ  
ⵏ ⵓⵎⴻⵔⴰⵏⵜ ⵏ ⵓⵎⴻⵔⴰⵏⵜ  
ⵏ ⵓⵎⴻⵔⴰⵏⵜ ⵏ ⵓⵎⴻⵔⴰⵏⵜ



المملكة المغربية  
وزارة الاقتصاد والمالية وإصلاح الإدارة  
صندوق المقاصة

## APPEL D'OFFRES OUVERT N° 02/2020

RELATIF

A

L'ACHAT DE MATERIEL INFORMATIQUE ET FOURNITURES INFORMATIQUES  
POUR LA CAISSE DE COMPENSATION A RABAT

REPARTI EN 2 LOTS

**CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES**

Passé en application de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n°2-12-349 du 08 jourmada 1er 1434 (20 mars 2013) relatifs aux marchés public

## **SOMMAIRE**

### **PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES**

#### **CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIERES**

ARTICLE 1 : OBJET DE L'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DE L'APPEL D'OFFRES

ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE

ARTICLE 4 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE ISSU DE CET APPEL D'OFFRES

ARTICLE 5 : REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX ET SPECIAUX APPLICABLES AU MARCHE ISSU DE CET APPEL D'OFFRES

ARTICLE 6 : VALIDITE ET DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATIO DU MARCHE ISSU DE CET APPEL D'OFFRES

ARTICLE 7 : PERSONNE CHARGEE DU SUIVI DE L'EXECUTION DU MARCHE ISSU DE CET APPEL D'OFFRES

ARTICLE 8 : ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR

ARTICLE 9 : NANTISSEMENT

ARTICLE 10 : SOUS-TRAITANCE

ARTICLE 11 : DELAI D'EXECUTION

ARTICLE 12 : NATURE DES PRIX

ARTICLE 13 : CARACTERE DES PRIX

ARTICLE 14 : CAUTIONNEMENT PROVISOIRE ET CAUTIONNEMENT DEFINITIF

ARTICLE 15 : RETENUE DE GARANTIE

ARTICLE 16 : ASSURANCES - RESPONSABILITE

ARTICLE 17 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

ARTICLE 18 : DELAI DE GARANTIE

ARTICLE 19 : CONDITIONS D'EXÉCUTION- LIVRAISON

ARTICLE 20 : DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

ARTICLE 21 : RECEPTION PROVISOIRE

ARTICLE 22 : MODALITES DE REGLEMENT

ARTICLE 23 : PENALITES DE RETARD

ARTICLE 24 : RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRE ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC

ARTICLE 25 : RECEPTION DEFINITIVE

ARTICLE 26 : CAS DE FORCE MAJEURE

ARTICLE 27 : RESILIATION DU MARCHE ISSU DU PRESENT APPEL D'OFFRES

ARTICLE 28 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERET

ARTICLE 29 : REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES

ARTICLE 30 : AVANCE

#### **CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

ARTICLE 1 : DETAIL TECHNIQUE DES PRESTATIONS

ARTICLE 2 : CONSISTANCE DE LA GARANTIE

ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DU MAITRE D'OUVRAGE

ARTICLE 4 : CONFIDENTIALITE DES RENSEIGNEMENTS

#### **BORDEREAUX DES PRIX DETAILS- ESTIMATIFS**

### **PREAMBULE DU CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES**

Marché passé par appel d'offres sur offres de prix ouvert n° 02/2020 (séance publique) en application de l'alinéa 2 paragraphe 1 de l'article 16 et du paragraphe 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20 Mars 2013) relatif aux marchés publics

#### **Entre :**

Monsieur le Directeur de la Caisse de Compensation ou son délégué, désigné ci-après par le Maître d'Ouvrage.

#### **D'une part**

#### **ET :**

##### **a) Cas des personnes physiques**

Je soussigné .....(prénom, nom et qualité) agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,

Adresse du domicile élu : .....

Affiliée à la C.N.S.S sous le n° .....

Inscrite au Registre de Commerce de.....n° .....

N° de patente.....,

N° IF.....

Titulaire de compte bancaire n° ..... Ouvert à la banque

.....Agence.....

Désigné ci-après par le terme « **Prestataire** »

**D'AUTRE PART**

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

##### **b) Cas des personnes morales**

Je soussigné .....(prénom, nom et qualité au sein de l'entreprise) agissant au nom et pour le compte de.....(raison sociale et forme juridique de la société)

Au capital de : .....

Adresse du domicile élu : .....,

Affiliée à la C.N.S.S sous le n° .....,

Inscrite au Registre du Commerce.....sous le n° .....,

N° de patente....., désigné attributaire.

Titulaire de compte bancaire n° ..... Ouvert à la banque

.....Agence.....

Désigné ci-après par le terme « **Prestataire** »

**D'AUTRE PART**

Il a été arrêté et convenu ce qui suit :

**c) Cas d'un groupement**

Les membres du groupement soussignés constitué aux termes de la convention

.....(les références de la convention)..... :

- **Membre 1 :**

M. ....qualité .....

Agissant au nom et pour le compte de.....en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.

Au capital social ..... Patente n° .....

Registre de commerce de.....Sous le n° .....

Affilié à la CNSS sous n° .....

Faisant élection de domicile au .....

Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions).....

ouvert auprès de.....

- **Membre 2 :** .....

(Servir les renseignements le concernant)

- .....

- .....

- **Membre n :** .....

Nous nous obligeons (*conjointement ou solidairement, selon la nature du groupement*) ayant M..... ..(*prénom, nom et qualité*)..... en tant que mandataire du groupement et coordonnateur de l'exécution des prestations, ayant un compte bancaire commun sous n° (RIB sur 24 positions)..... ouvert auprès de .....

Désigné ci-après par le terme « **Prestataire**»

**D'AUTRE PART**

Il a été arrêté et convenu ce qui suit

## **CHAPITRE I : CLAUSES ADMINISTRATIVES ET FINANCIÈRES**

### **ARTICLE 1: OBJET DE L'APPEL D'OFFRES**

Le présent appel d'offres, passé en application de l'alinéa 2 § 1 de l'article 16 et du § 1 de l'article 17 et de l'alinéa 3 § 3 de l'article 17 du décret n° 2.12.349 du 8 jourada I 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics, a pour objet l'achat de matériel informatique et fournitures informatiques pour la Caisse de Compensation à Rabat réparti en deux lots :

- **Lot 1 : Achat de matériel informatique,**
- **Lot 2 : Achat de fournitures informatiques,**

### **ARTICLE 2 : CONSISTANCE DE L'APPEL D'OFFRES**

Le présent appel d'offres réparti en deux (2) lots, consiste à l'achat de matériel et fournitures informatiques pour la Caisse de compensation.

Les caractéristiques des prestations sont indiquées dans l'article 1 du chapitre II.

### **ARTICLE 3 : MAITRE D'OUVRAGE**

Le maître d'ouvrage du présent appel d'offres est Monsieur le Directeur de la Caisse de compensation.

### **ARTICLE 4: DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHÉ ISSU DE CET APPEL D'OFFRES**

Les documents constitutifs des marchés issus de cet appel d'offres sont ceux énumérés ci-après :

1. L'acte d'engagement ;
2. Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales ;
3. Le bordereau des prix – détail estimatif ;
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs des marchés issus de cet appel d'offres, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

### **Article 5 : Référence aux textes généraux et spéciaux applicables au marché issu de cet appel d'offres**

Les parties contractantes du marché issu de cet appel d'offres sont soumises aux dispositions des textes suivants :

- Le Dahir n°1.74.403 du 5 chaoual 1397 (19 septembre 1977) portant réorganisation de la Caisse de Compensation ;
- Le Décret n° 2-12-349 du 08 jourada aloula 1434 (20 mars 2013) relatif aux marchés publics tel qu'il a été modifié et complété par le décret n° 2.19.69 du 3 juin 2019 ;
- Le Décret Royal n° 330.66 du 10 Moharrem 1387 (21 Avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été complété ou modifié ;
- Le dahir n°1-03-195 portant promulgation de la loi 69-00 relative au contrôle Financier de l'Etat sur les entreprises publique et autres organismes.
- Les Dahir des 21 Mars 1943, 27 Décembre 1943 et 27 Décembre 1944 en matière de législation sur les accidents de travail.

- Dahir 1/85-347 du Rabii II 1406 (20 Décembre 1985) portant promulgation de la loi n° 30-85 relative à la TVA.
- Le dahir n° 1-15-05 du 29 rabii II 1436 (19 Février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) relative au nantissement des marchés publics ;
- Le dahir n° 1-03-194 du 14 Rajeb 1424(11 septembre 2003) portant promulgation de la loi n°65-99 relative au code du travail ;
- Le décret n° 2.-14-394 du 6 chaabane 1437 (13 mai 2016) approuvant le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés des travaux passés pour le compte de l'Etat ;
- Le décret 2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publics ;
- Le décret n°20-14 du 4/09/2014 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics ;
- Circulaire n°72 CAB du 1er ministre du 26/11/90 relative aux modalités d'application du dahir 1/56-211 concernant les garanties pécuniaires exigées des soumissionnaires et adjudicataires des marchés publics

Ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés de l'Etat rendus applicables à la date limite de réception des offres.

Le titulaire devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas. Il ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

#### **ARTICLE 6 : Validité et délai de notification de l'approbation des Marchés issus de cet appel d'offres**

Les marchés issus du présent appel d'offres ne seront valables et définitifs qu'après leur approbation par l'autorité compétente et leur visa par le Contrôleur d'Etat lorsque ledit visa est requis.

L'approbation des marchés issus du présent appel d'offres doit intervenir avant tout commencement de livraison objet de cet appel d'offres. Cette approbation sera notifiée dans un délai maximum de soixante-quinze (75) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Toutefois si le maître d'ouvrage décide de demander à l'attributaire de proroger la validité de son offre, il doit, avant l'expiration du délai visé à l'alinéa premier ci-dessus, lui proposer par lettre recommandée avec accusé de réception, par fax confirmé ou par tout autre moyen de communication donnant date certaine, de maintenir son offre pour une période supplémentaire ne dépassant pas trente (30) jours. L'attributaire doit faire connaître sa réponse avant la date limite fixée par le maître d'ouvrage.

En cas de refus de l'attributaire, mainlevée lui est donnée de son cautionnement provisoire.

Le maître d'ouvrage établit un rapport, dûment signé par ses soins, relatant les raisons du non approbation dans le délai imparti. Ce rapport est joint au dossier du marché.

#### **Article 7 : Personne chargée du suivi de l'exécution du marché issu de cet appel d'offres**

Le suivi de l'exécution des marchés issus de cet appel d'offres est confié au service informatique.

#### **Article 8 : Election du domicile du fournisseur**

Le fournisseur est tenu d'élire domicile au Maroc qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au maître d'ouvrage dans un délai de quinze (15) jours à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché en application des dispositions de l'article 153 du décret n°2-12-349.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales.

En cas de changement de domicile, le fournisseur est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage dans un délai de 15 jours suivant ce changement.

#### **Article 9 : NANTISSEMENT**

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement des marchés issus de cet appel, le titulaire bénéficiera du régime institué le Dahir du 19 février 2015 relative au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

- a) La liquidation des sommes dues par la Caisse de Compensation, maître d'ouvrage, en exécution du présent marché sera opérée par les soins de la division Administratif et Financier.
- b) Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du marché issu de cet appel ainsi qu'au bénéficiaire des nantissemements ou subrogation, les renseignements et états prévus par les dispositions de l'article 8 du Dahir du 19 Février 2015 relative au nantissement des marchés publics, est le Directeur de la Caisse de Compensation ;
- c) Les paiements prévus au marché seront effectués par le Trésorier Payeur auprès de la Caisse de Compensation, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du marché.

Le Maître d'ouvrage délivrera sans frais, au fournisseur, sur sa demande et contre récépissé, un exemplaire spécial du marché portant la mention "exemplaire unique" et destiné à former titre conformément aux dispositions de la loi n°112-13 du 29 rabii II 1436 (19 février 2015) relative au nantissement des marchés publics.

#### **Article 10 : sous-traitance**

Si le fournisseur envisage de sous-traiter une partie du marché, il doit notifier au maître d'ouvrage :

- L'identité, la raison ou la dénomination sociale, et l'adresse des sous-traitants
- Le dossier administratif des sous-traitants, ainsi que leurs références techniques et financières ;
- La nature des prestations et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- Le pourcentage desdites prestations par rapport au montant du marché ;
- Et une copie certifiée conforme du contrat de sous-traitance.

Les sous-traitants doivent satisfaire aux conditions requises des concurrents conformément à l'article 24 du décret du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics.

La sous-traitance ne peut en aucun cas dépasser cinquante pour cent (50%) du montant du marché ni porter sur le lot ou le corps d'état principal du marché.

Le titulaire du marché est tenu, lorsqu'il envisage de sous-traiter une partie du marché, de la confier à des prestataires installés au Maroc et notamment à des petites et moyennes entreprises, une coopérative, une union de coopératives et un autoentrepreneur.

Le titulaire du marché demeure personnellement responsable de toutes les obligations résultant du marché tant envers le maître d'ouvrage que vis-à-vis des ouvriers et des tiers. Le maître d'ouvrage ne se reconnaît aucun lien juridique avec les sous-traitants.

#### **Article 11 : Délai d'exécution**

Le matériel informatique et les fournitures informatiques objet du présent appel d'offres doivent être livrés et installés, dans un délai maximum de 40 jours à compter la date prévue dans l'ordre de service de commencement de l'exécution des prestations.

#### **Article 12: nature des prix**

- Les marchés sont à prix unitaires.

- Les sommes dues aux titulaires des marchés sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix-détail estimatif joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.
- Les prix des marchés issus de cet appel d'offres sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution de la livraison du matériel et fournitures informatiques y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au fournisseur une marge pour bénéfice et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe de l'exécution du marché.

### ARTICLE 13 : CARACTERE DES PRIX

Les prix des marchés qui seront passés suite au présent appel d'offres sont fermes et non révisables. Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

### Article 14 : Cautionnement provisoire et cautionnement définitif

#### Cautionnement provisoire

- Le montant du cautionnement provisoire ou de la caution personnelle et solidaire en tenant lieu est fixé à la somme de :
  - **Lot 1** : Cinq mille sept cent Dirhams (5 700,00 DH).
  - **Lot 2** : Deux mille Dirhams (2 000.00 DH).

Il est constitué dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

#### Cautionnement définitif

- Le cautionnement définitif est fixé à trois pour cent (3%) du montant initial du marché arrondi au dirham supérieur et doit être constitué dans les vingt (20 jours) qui suivent la notification de l'approbation du marché.
- Le cautionnement définitif reste affecté à la garantie des engagements contractuels du titulaire jusqu'à la réception définitive de la totalité des prestations objets du marché.
- Il sera restitué à la suite d'une main levée délivrée par le maître d'ouvrage, dès la signature du procès-verbal de la réception définitive de la fourniture.
- En cas de groupement, le paragraphe C de l'article 157 du décret n°2-12-349 sera appliqué.

### Article 15 : retenue de garantie

Conformément aux dispositions de l'article 16 du CCAGT une retenue de garantie pour le lot 1 sera prélevée sur les acomptes délivrés au fournisseur et ce dans les conditions prévues par l'article 64 du CCAGT.

Le paiement des acomptes s'effectue au même rythme que celui fixé pour l'établissement des décomptes provisoires sauf retenue de dix pour cent (10 %) du montant de chaque acompte pour garantie.

La retenue de garantie cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7%) du montant initial des marchés issus de cet A.O augmenté le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie peut être remplacée, à la demande du fournisseur, par une caution personnelle et solidaire constituée dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.



## Article 16: ASSURANCES - RESPONSABILITE

Le fournisseur doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement de réalisation des prestations, les copies des polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir tous les risques inhérents à la réalisation du marché, et ce conformément aux dispositions de l'article 25 du CCAG-Travaux.

## ARTICLE 17 : PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE

Le fournisseur garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au fournisseur le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

## ARTICLE 18 : DELAI DE DE GARANTIE

- Lot 1 : Le délai de garantie est fixé à 12 mois pour l'ensemble des articles installés à compter de la date de leur réception provisoire.
- Lot 2 : Aucun délai de garantie n'est exigé,

## ARTICLE 19 : CONDITIONS D'EXÉCUTION- LIVRAISON

### 19.1. Conditions d'exécution :

Le matériel informatique et les fournitures informatiques, prévus dans le cadre de cet appel d'offres doivent respecter la conformité aux spécifications techniques mentionnées dans l'article 1 du chapitre II du présent A. O.

Si le matériel informatique et fournitures informatiques sont reconnus non conformes, la commission de réception rejette ceux-ci en donnant les raisons de ce rejet. Le titulaire devra alors les remplacer. Le titulaire en subira seul les conséquences.

Les délais pouvant être ouverts alors au titulaire pour présenter une nouvelle livraison, ne constituent pas eux-mêmes une justification valable d'une interruption des délais d'exécution.

**Les frais de transport pour retour de fournitures et matériel refusés resteront à la charge du titulaire.**

### 19.2. Livraison :

La livraison, du matériel informatique et fournitures informatiques, objet de cet appel d'offres seront effectuées au niveau du siège de la Caisse de Compensation, sis au n°49 bis rue Patrice Lumumba BP 1016, Rabat.

## Article 20 : Droits d'enregistrement

L'enregistrement du marché est soumis aux dispositions des articles 127, 129, et 136 du code général des impôts, tel modifié par la loi de finance 2019.

## Article 21 : Réception Provisoire

La réception provisoire se déroule conformément aux dispositions de l'article 73 du CCAGT ;

La commission désignée par le maître d'ouvrage procèdera à la vérification de la conformité des prestations livrées par rapport à l'ensemble des obligations des marchés et en particulier aux spécifications techniques décrites dans l'article 1 du chapitre II ainsi que la validation des prestations d'installation et de mise en service.

A l'issue de ces opérations, le maître d'ouvrage prononcera la réception provisoire. Cette réception est subordonnée à l'établissement d'un procès-verbal de réception provisoire.

#### **Article 22 : Modalités de règlement**

Le règlement des prestations réalisées sera effectué Conformément aux dispositions du §A de l'article 60 du CCAG-T sur la base des décomptes établis par le maître d'ouvrage en application des prix du bordereau des prix – détail estimatif aux quantités réellement exécutées, déduction faite de la retenue de garantie, et l'application des pénalités de retard le cas échéant.

Pour l'établissement du décompte, le fournisseur est tenu de fournir au maître d'ouvrage une facture appuyée par les bons de livraisons et établie en cinq (5) exemplaires décrivant le matériel et fournitures livrés et indiquant les quantités livrées, le montant à payer ainsi que tous les éléments nécessaires à la détermination de ce montant.

Sur ordre du maître d'ouvrage, les sommes dues au fournisseur seront versées au Compte ouvert au nom du titulaire précisé dans son acte d'engagement et rappelé au préambule du marché.

Le titulaire du marché issu de cet appel d'offres devra en temps utile, notifier par écrit tout changement, dans le numéro et la domiciliation de son compte courant.

#### **Article 23 : Pénalités de retard**

A défaut d'avoir terminé la livraison, du matériel informatique et fournitures informatiques, dans les délais prescrits (ou à la date d'achèvement prescrite lorsque le marché fixe ladite date), il sera appliqué au fournisseur une pénalité par jour calendaire de retard de 1‰ (un pour mille) du montant du marché modifié ou complété éventuellement par les avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au fournisseur.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le fournisseur de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre des marchés.

Toutefois, le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à huit pour cent (8%) du montant initial du marché éventuellement majoré par les montants correspondant au matériel informatique et fournitures informatiques supplémentaires et à l'augmentation dans la masse du matériel informatique et fournitures informatiques.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues par les articles 79 et 80 du CCAG-T.

#### **Article 24 : Retenue à la source applicable aux titulaires étrangers non résidents au Maroc**

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de dix pour cent (10%), sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée de prestations réalisées au Maroc dans le cadre du présent marché.

#### **Article 25 : Réception définitive**

Conformément aux dispositions de l'article 76 du CCAGT la réception définitive marque la fin de l'exécution du marché et libère le fournisseur de tous ses engagements vis-à-vis du maître d'ouvrage.

La réception définitive du matériel informatique et fournitures informatiques, livrés est prononcée à la fin du délai de garantie pour le lot 1, si le fournisseur a rempli toutes ses obligations vis-à-vis du maître d'ouvrage.

La réception définitive du matériel informatique et fournitures informatiques livrés donne lieu à l'élaboration d'un procès-verbal signé par les personnes désignées par le maître d'ouvrage et par le fournisseur. Une copie dudit procès-verbal est remise au fournisseur.

Dans ce cas, le montant de la retenue de garantie et le cautionnement définitif sont restitués au fournisseur dans les conditions prévues par l'article 19 du CCAGT.

Si le fournisseur n'a pas rempli à la date de la réception définitive les obligations prévues par l'article 76 du CCAGT, il est fait application des mesures prévues par l'article 79 du CCAGT.

#### **Article 26 : CAS DE FORCE MAJEURE**

En cas de force majeure les dispositions de l'article 47 du CCAGT s'appliquent.

Le seuil des intempéries constituant un cas de force majeure :

- pluie : 50 mm
- séisme : 7 ° ER

#### **Article 27 : Résiliation des marchés issus du présent appel d'offres**

La résiliation des marchés peut être prononcée conformément aux dispositions prévues par le décret n°2-12-349 du 20 mars 2013 relatif aux marchés publics et celles prévues par le CCAGT.

La résiliation des marchés ne fera pas obstacle à la mise en œuvre de l'action civile ou pénale qui pourrait être intentée au titulaire des marchés issus de cet appel d'offres en raison de ses fautes ou infractions.

Si des actes frauduleux, des infractions réitérées aux conditions de travail ou des manquements graves aux engagements pris ont été relevés à la charge du fournisseur, la Caisse de compensation, sans préjudice des poursuites judiciaires et des sanctions dont le fournisseur est passible, peut par décision motivée, prise après avis de la Commission des Marchés, l'exclure temporairement ou définitivement de la participation aux marchés de l'administration.

#### **Article 28 : lutte contre la fraude, la corruption et le conflit d'intérêt**

Le fournisseur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution des marchés issus de cet appel d'offres.

Le fournisseur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution. Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution des marchés issus de cet appel d'offres.

Les dispositions de l'article 168 du décret 2-12-349 s'appliquent.

#### **Article 29 : Règlement des différends et litiges**

En cas de contestation entre le maître d'ouvrage et le titulaire, il sera fait recours à la procédure prévue par les articles 81 et 82 du cahier des clauses administratives générales. Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci sera soumis à la juridiction marocaine compétente statuant en matière administrative, conformément à l'article 83 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de travaux.

#### **ARTICLE 30: Avance**

Aucune avance ne sera octroyée selon les dispositions du décret n°2.14.272 du 14 rajab 1435 (14 mai 2014) relatif aux avances en matière des marchés publics.

## CHAPITRE II : CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

### **ARTICLE 1 : DETAIL TECHNIQUE DES PRESTATIONS**

Dans le cadre de la satisfaction des besoins en fournitures informatiques et du renforcement du parc informatique, la Caisse de Compensation procède à l'achat de matériel informatique et fournitures informatiques objet du présent appel d'offres.

Le matériel informatique et fournitures informatiques à proposer doivent répondre aux spécifications techniques exigées ci-dessous :

#### **Lot 1 : Achat de matériel informatique**

##### **Prix 1 : ORDINATEUR DE BUREAU HP OU EQUIVALANT COMPLET**

Processeur : Intel Core i3-8100 avec carte graphique Intel UHD 630 (3,6 GHz, 6 Mo de mémoire cache, 4 cœurs)

Chipset : Intel B360

Mémoire : DDR4-2666 8 Go (1 x 8 Go)

DD SSD : 250Go SATA3 6Gb/s 3D NAND

UNITE CENTRALE : Micro Tower

CONNECTEURS :

1 port RJ-45 (Gigabits Ethernet)

6 USB Arrière dont 4 USB 3

ECRAN : 23,8" FHD avec Display Port et HDMI

CLAVIER : USB, AZERTY, Français et Arabe

Souris : USB

Free DOS

**GARANTIE 1 AN**

##### **Prix 2 : "ECRAN : 23,8" FHD HP OU EQUIVALENT**

PORTS : Display Port, HDMI et 2xUSB

**GARANTIE 1 AN**

##### **Prix 3 : DISQUE DUR EXTERNE LACIE, SEAGATE, SONY, HP, SAMSUNG OU EQUIVALENT**

Taille : 1 To ; USB 3 ; Vitesse de lecture : 150 Mo/s ; Vitesse d'écriture : 100 Mo/s

**GARANTIE 1 AN**

##### **Prix 4 : "SERVEUR NAS**

Processeur : quad-core J1900 2,0 GHz (capable de passer à 2,42 GHz) TS-251+

Mémoire système : 8 Go DDR3L (2 x 4 Go)

Mémoire flash : 512 Mo

Port Ethernet Gigabit (RJ45) : 2

Sortie HDMI : 1 (jusqu'à 1080p)

Disque dur : 1x4To Remplaçable à chaud Seagate IronWolf ou WD RED SATA 3, 7200tr/min

**GARANTIE 1 AN**

**Prix 5 : COMMUTATEUR 24 PORTS POE CISCO OU EQUIVALENT**

Ports : 24 POE Gigabit  
Mémoire flash : 512Mo ou plus  
Mémoire RAM : 1Go ou plus  
Type de commutateur : Managed  
Banc de commutateurs : L2  
Qualité de service (QoS) : Oui  
Support la multidiffusion : Oui  
Gestion basée sur le web : Oui

**GARANTIE 1 AN**

**Prix 6 : "SCANNER ALIMENTATION FEUILLE A FEUILLE HP OU EQUIVALENT**

Résolution de numérisation, optique : Jusqu'à 600 ppp (couleur et monochrome, alimentation feuille à feuille)  
Taux d'utilisation (quotidien) : 3 500 pages par jour  
Types de supports : Réduisez le volume de feuilles de papier, papiers imprimés (jet d'encre et laser), papier pré-perforé, chèques bancaires, cartes de visite, factures de marchandises,  
Poids du support d'impression : 40 à 413 g/m<sup>2</sup>  
Panneau de commandes  
Bouton de numérisation, bouton d'annulation, bouton d'alimentation avec un voyant à LED et un voyant à LED pour l'affichage d'erreurs  
Capacité du bac d'alimentation automatique : 50 feuilles  
Vitesse de numérisation du bac d'alimentation automatique : Jusqu'à 35 ppm/70 ipm  
Systèmes d'exploitation compatibles : Windows® 10  
Connectivité : USB 3  
Consommation d'énergie : 4,2 watts (prêt), 0,7 watt (veille), 0,1 watt (arrêt automatique), 0,1 watt (arrêt)  
Poids : 3,4 kg

**GARANTIE 1 AN**

**Prix 7 : IMPRIMANTE MULTIFONCTION LASER 135W**

Première page imprimée (mode Prêt) Noir : En 8,3 secondes seulement 2 Qualités d'impression noire (optimale) : Jusqu'à 1 200 x 1 200 ppp Taux d'utilisation (mensuel, A4) Jusqu'à 10 000 pages  
Vitesse du processeur : 600 MHz  
Cartouches de remplacement : 106A Toner laser authentique.  
Imprimante avec tonner.

**GARANTIE 1 AN.**

**Prix 8 : "VIDEO PROJECTEUR LED EPSON OU EQUIVALENT**

Luminosité du projecteur : 3200 lumens ou plus  
Résolutions : FULL HD 1080P  
Ports : HDMI et WIFI  
Avec ECRAN DE PROJECTION ELECTRIQUE  
Moteur Square Pro  
Dimensions : 2.00 Mètres x 2.00 Mètres  
Avec support plafond et installation et Cable HDMI  
**GARANTIE DU MATERIEL ET DE L'INSTALLATION 1 AN.**

**Prix 9 : SOURIS SANS FIL HP AUTHENTIQUE OU EQUIVALANT**

AVEC BATTERIE.

**Prix 10 : DISQUE DUR SSD INTERNE**

SEAGATE BARRACUDA OU WD BLUE OU EQUIVALANT

CAPACITE : 250 GO

TECHNOLOGIE : 3D NAND

VITESSE DE LECTURE : 560 MO/S ; VITESSE D'ECRITURE : 530 MO/S

**Lot 2 : Achat de fournitures informatiques**

**(Voir bordereau des prix détail estimatif)**

**ARTICLE 2 : CONSISTANCE DE LA GARANTIE**

La garantie couvre bien la correction des anomalies, installation des mises à jour, les pièces de rechanges et la main d'œuvre.

La garantie couvre tous les frais nécessaires à la réparation et au remplacement des pièces de rechange ou matériel défectueux. Elle couvre aussi les frais de main d'œuvre, de déplacement du personnel et tout autre frais annexes.

Durant la période de garantie, le fournisseur s'engage à intervenir dans un délai de 24 h suivant la demande d'intervention.

A défaut de pouvoir régler la panne sur site dans un délai maximum de vingt-quatre (24) heures à compter de l'heure du 1er appel, le titulaire s'engage à mettre à la disposition du Maître d'Ouvrage un équipement de remplacement, au moins équivalent à celui défectueux, dans un délai ne dépassant pas quarante-huit 48 heures à compter de l'heure du 1er appel.

Toute réparation en usine ou en atelier des équipements défectueux doit être réalisée dans un délai ne dépassant pas un (1) mois à compter de l'heure du 1er appel ;

Les interventions seront matérialisées par des fiches d'intervention validées par le maître d'ouvrage.

**ARTICLE 3 : ENGAGEMENT DU MAITRE D'OUVRAGE**

- Le maître d'ouvrage veillera à informer immédiatement le titulaire de toute anomalie de fonctionnement du matériel informatique objet de cet appel d'offres, et s'engage à lui faciliter la tâche en lui précisant les symptômes de l'anomalie.
- Le maître d'ouvrage désignera un ou plusieurs représentants qui seront les seuls correspondants de titulaire lors de l'exécution des prestations objet du marché. Ils seront responsables de définir les priorités d'intervention et d'exécution des tâches.

**ARTICLE 4 : CONFIDENTIALITE DES RENSEIGNEMENTS**

Les informations transmises au titulaire seront confidentiellement et limitées à ce qui est nécessaire à l'exécution des marchés.

## BORDEREAU DES PRIX DETAIL ESTIMATIF

### Lot 1 : Achat de matériel informatique

N° PRIX	DESIGNATION PRESTATIONS	DES UNITE DE COMPTE	QUANTITE	Prix unitaire en DH hors TVA en chiffre	Prix Total en chiffre
1	ORDINATEUR DE BUREAU HP « OU EQUIVALENT » COMPLET	Unité	15		
2	ECRAN : 23,8" FHD HP « OU EQUIVALENT »	Unité	3		
3	DISQUE DUR EXTERNE LACIE, SEAGATE, SONY, HP, SAMSUNG « OU EQUIVALENT »	Unité	1		
4	SERVEUR NAS	Unité	1		
5	COMMUTATEUR 24PORTS POE CISCO « OU EQUIVALENT »	Unité	1		
6	SCANNER ALIMENTATION FEUILLE A FEUILLE HP « OU EQUIVALENT »	Unité	4		
7	IMPRIMANTE MULTIFONCTION LASER 135W	Unité	1		
8	VIDEO PROJECTEUR LED EPSON « OU EQUIVALENT »	Unité	1		
9	SOURIS SANS FIL HP ANTHENTIQUE OU EQUIVALENT AVEC BATTERIE	Unité	15		
10	DISQUE DUR SSD INTERNE SEAGATE BARRACUDA OU WD BLUE OU EQUIVALENT CAPACITE : 250 GO TECHNOLOGIE : 3D NAND VITESSE DE LECTURE : 560 MO/S ; VITESSE D'ECRITURE : 530 MO/S	Unité	15		
Total hors TVA					
Taux TVA (20%)					
Total TTC					

Fait à ..... le .....  
(Signature et cachet du concurrent)

## BORDEREAU DES PRIX DETAIL ESTIMATIF

### Lot 2 : Achat de fournitures informatiques

N° PRIX	DESIGNATION DES PRESTATIONS	UNITE DE COMPTE	QUANTITE	Prix unitaire en DH Hors TVA en chiffre	Prix Total en chiffre
1	TONNER 508X CF360X NOIR AUTHENTIQUE	Unité	2		
2	TONNER 508X CF361X BLEU AUTHENTIQUE	Unité	1		
3	TONNER 508X CF362X JAUNE AUTHENTIQUE	Unité	1		
4	TONNER 508X CF363X ROUGE AUTHENTIQUE	Unité	1		
5	TONNER 652A CF320A NOIR AUTHENTIQUE	Unité	2		
6	TONNER 653A CF321A BLEU AUTHENTIQUE	Unité	1		
7	TONNER 653A CF322A JAUNE AUTHENTIQUE	Unité	1		
8	TONNER 653A CF323A ROUGE AUTHENTIQUE	Unité	1		
9	TONNER 203X CF540X NOIR AUTHENTIQUE	Unité	2		
10	TONNER 203X CF541X BLEU AUTHENTIQUE	Unité	1		
11	TONNER 203X CF542X JAUNE AUTHENTIQUE	Unité	1		
12	TONNER 203X CF543X ROUGE AUTHENTIQUE	Unité	1		
13	TONNER 37X CF237X NOIR AUTHENTIQUE	Unité	3		
14	TONNER CANON FX10 AUTHENTIQUE	Unité	2		
15	UNITE RECUPERATION DE TONNER CE265A AUTHENTIQUE	Unité	1		
16	KIT DE MAINTENANCE J8J88A	Unité	1		
17	HP KIT DE TRANSFERT CE249A	Unité	1		
18	KIT DE FUSION CE247A	Unité	1		
19	KIT DE FUSION B5L36A	Unité	1		
20	UNITE DE COLLECTE DE TONER HP COLOR LASERJET B5L37A	Unité	2		
21	"TAPIS DE SOURIS	Unité	12		



<b>22</b>	CLE USB 64Go Marque : SEAGATE, SONY, HP, SAMSUNG « ou équivalent » USB 3 ; Vitesse de lecture : 100 Mo/s ; Vitesse d'écriture : 60 Mo/s	<b>Unité</b>	<b>13</b>		
<b>23</b>	CLE USB 32Go MARQUE : SEAGATE, SONY, HP, SAMSUNG « ou équivalent » ; USB 3 ; VITESSE DE LECTURE : 100 MO/S ; VITESSE D'ECRITURE : 60 MO/S	<b>Unité</b>	<b>20</b>		
<b>Total hors TVA</b>					
<b>Taux TVA (20%)</b>					
<b>Total TTC</b>					

Fait à ..... le .....  
(Signature et cachet du concurrent)

**PAGE 18 ET DERNIERE**

Appel d'offres ouvert (séance publique) n°02/2020 portant sur l'achat de matériel informatique et fournitures informatiques pour la Caisse de Compensation à Rabat réparti en 2 lots, en application de l'alinéa 2 du paragraphe 1 de l'article 16 et du paragraphe 1 de l'article 17 et l'alinéa 3 du paragraphe 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 08 jourmada 1er 1434 (20 mars 2013) relatifs aux marchés publics.

<p><b>Service Informatique</b> <b>Khalid EL HACHEMI</b> Chef de Service Maintenance du Matériel et Programme informatique</p> 	
<p><b>LE MAITRE D'OUVRAGE</b></p>   <p>Rabat, le.....27 FEV. 2020</p>	<p><b>LE CONCURRENT</b></p> <p>Lu et accepté</p> <p>Rabat, le.....</p>